

**SOLIDARITY FOR
AFRICAN WOMEN'S RIGHTS**

A force for freedom



**MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ
POUR LES DROITS
DES FEMMES AFRICAINES**

Une force pour la liberté

OCTOBRE-DECEMBRE 2010

EDITION FRANCAISE

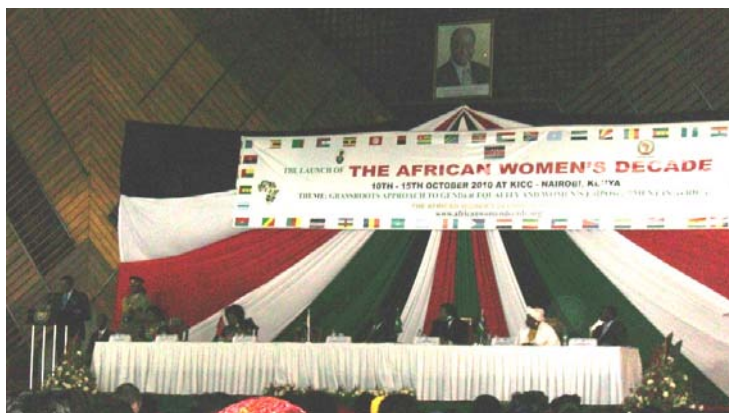
**LE KENYA RATIFIE LE
PROTOCOLE!**

Le 13 octobre, 2010, le Kenya est devenu le 29^{ème} Etat membre de l'Union africaine (UA) à ratifier le Protocole relatif aux droits des femmes en Afrique. Son Excellence le Président Mwai Kibaki a annoncé la ratification du Protocole par le Kenya lors du lancement de la Décennie de la femme

africaine de l'UA 2010-2020 (DFA) à Nairobi le 15 Octobre 2010. Les membres de la Coalition SOAWR au Kenya se sont réjouis de cette annonce qui a démontré que leurs efforts de lobbying intensifié menant à l'événement du lancement de la DFA avaient été récompensés. Lors de leur planification de la cérémonie du lancement, les membres de la Coalition SOAWR et de FIDA-Kenya, la Coalition sur la violence à l'égard des

femmes (COVAW), le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET) et Egalité Maintenant ont rencontré le Ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles, le Secrétaire permanent, le Directeur de l'administration, le Chef de la Condition féminine et la chargée des affaires juridiques auprès du ministère du Genre, des enfants et du développement social, ainsi que d'autres parties prenantes clés dans un effort visant à s'assurer de la ratification du Protocole par le Kenya avant le lancement historique marquant l'engagement des gouvernements africains et des organisations de la société civile (OSC) à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes.

Lors de la ratification du Protocole, le Kenya a émis ses réserves en ce qui concerne l'article 10 (3) et l'article 14 (2) (c), relatifs à la réduction des dépenses militaires en faveur des dépenses de développement social et l'avortement médicalisé, respectivement. La Coalition SOAWR continue de faire pression sur le gouvernement afin qu'il puisse retirer ses réserves.



Son Excellence le Président Mwai Kibaki lance la Décennie de la femme africaine 2010-2020 officiellement le 15 Octobre 2010

**SOAWR ORGANISE SON
ATELIER ANNUEL DE
REVUE ET
PROGRAMMATION**

FEMNET, en partenariat avec Egalité maintenant et le Comité de pilotage de la Coalition SOAWR, ont organisé



Les intervenants lors de la Séance d'ouverture. De gauche à droite: Mary Wandia (Oxfam), Gladys Mutukwa (WiLDAF), Hannah Forster (ACDHRS), Yetunde Teriba (DGFD-UA)

l'Atelier annuel de revue et de programmation de SOAWR sous le thème «Commémorer 5 années depuis l'entrée en vigueur du Protocole de l'UA relatif aux droits de la femme ». L'atelier s'est tenu à Nairobi les 24 et 25 novembre et a réuni 33 membres de la Coalition SOAWR venus de 16 pays (le Burundi, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Nigeria, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie) ainsi que des représentants de la Direction de la femme, genre et développement de l'UA (DGFD-UA), le Comité des représentants permanents de l'UA (COREP), et des bailleurs de fonds.

Les objectifs de l'atelier étaient les suivants: examiner les progrès réalisés par rapport aux objectifs convenus dans le Plan stratégique 2010-2013; partager et apprendre des expériences

et des meilleures pratiques émergentes aux niveaux régional et national; élaborer et adopter une feuille de route pour les activités conjointes et celles des organisations individuelles pour l'année 2011; finaliser l'adhésion à la Coalition SOAWR et élaborer des stratégies de communication, identifier, au niveau de la composition élargie de la Coalition, au moins deux nouveaux membres pour le Comité de pilotage et confirmer les termes de référence pour le Comité, et vulgariser le Protocole auprès des missions diplomatiques africaines et des médias. L'atelier était participatif et comprenait des exposés, des discussions de groupes de travail, et des sessions de consolidation de stratégies. L'interprétation simultanée en langues anglaise et française était disponible. L'animatrice principale, Shamillah Wilson, s'est assurée de la réalisation des objectifs de la réunion et de ses résultats, tandis qu'un rapporteur, Kathambi

**EVENEMENTS A
VENIR**

- * 18^{ème} Session ordinaire du Conseil exécutif et 15^{ème} Session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine, sous le thème "Vers une plus grande unité et intégration par des valeurs partagées", Addis Abéba, du 27 au 28 janvier et du 30 au 31 janvier.
- * 55^{ème} Session de la Commission sur la condition de la femme sous le thème: "L'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation, la formation, la science et la technologie, y compris la promotion de l'accès égal des femmes au plein emploi et au travail décent", New York, du 22 février au 4 mars
- * Forum social mondial, Dakar, du 6 au 11 février 2011
- * Journée internationale de la femme, le 8 mars, Centenaire (100^{ème} année) 1911-2011

INSIDE THIS ISSUE:

LE KENYA RATIFIE LE PROTOCOLE!	1
LA COALITION SOAWR ORGANISE SON ATELIER ANNUEL DE REVUE ET ÉTABLISSEMENT DE PROGRAMME	1-2
DANS LES MÉDIAS	2
RAISING HER VOICE	3
FEMNET ORGANISE LE FORUM DES ONG AVANT LE LANCEMENT DE LA DÉCENNIE DE LA FEMME AFRICAINE	4
LES FEMMES RURALES PARTICIPENT AU LANCEMENT DE LA DFA	4
SOAWR ORGANISE UNE RÉCEPTION CONJOINTE AVEC L'UA	5
LES REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS DE FEMMES AFRICAINES RENCONTRENT MME. BACHELET	6
OXFAM ET FAHAMU PARTICIPENT À UN SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU	6
LES MEMBRES DE LA COALITION SOAWR S'IMPLIQUENT DANS LE PPA	7
LES MEMBRES DE LA COALITION SOAWR ORGANISE UNE TABLE RONDE CONJOINTE SUR LA RÉSOLUTION 1325	7

BULLETIN DE LA MOUVEMENT DE SOLIDARITE POUR LES DROITS DES FEMMES AFRICAINES

SOAWR ORGANISE SON ATELIER ANNUEL DE REVUE ET PROGRAMMATION (SUITE)

Kinoti, a documenté les travaux de l'atelier et produit un projet de rapport qui fait actuellement l'objet d'une révision.

Mme Gladys Mutukwa (WiLDAF) a prononcé le discours liminaire qu'elle a intitulé "Cinq ans avec le Protocole de l'UA relatif aux droits des femmes: le chemin parcouru et où nous allons". En tant que l'une des membres de la Coalition, elle était en mesure de tracer le parcours du Protocole depuis les



Gladys Mutukwa prononce son discours.

phases initiales de rédaction et de montrer le rôle que les OSC telles que les membres du Mouvement SOAWR avaient joué pour promouvoir sa ratification et sa mise en œuvre. Dans ses réflexions sur les perspectives d'avenir, elle a suggéré que malgré le potentiel énorme du Protocole, les militants en faveur des droits des femmes devront faire preuve d'innovation en impliquant pleinement les femmes africaines de la base, afin de réaliser ce potentiel.

L'Ambassadeur du Kenya en Ethiopie et auprès de l'UA, le Dr. Monica Juma et Mme Litha Musyimi-Ogana, Directrice de la Direction des femmes, genre et développement de l'UA (DFGD-UA) ont assisté brièvement à l'atelier. Dans son allocution, le Dr. Juma a salué le travail réalisé par le Mouvement SOAWR en promouvant la ratification du Protocole et a encouragé les membres de la Coalition à exploiter la Décennie de la femme africaine pour intensifier les activités de lobbying et de plaider et rendre ainsi les dispositions du Protocole une réalité dans la vie des femmes en Afrique. Yetunde Teriba (DFGD-UA) a également loué les succès du Mouvement SOAWR à ce jour Elle a fait remarquer que dans l'absence des cadres politiques et juridiques qui protègent et promeuvent les droits des femmes, le continent africain ne pourrait

pas se développer. L'an 2010 est important pour les femmes du continent. Il s'avère donc critique que les militants en faveur des droits des femmes puissent tirer profit du climat politique autour des droits des femmes pour renforcer leur engagement avec l'UA et les gouvernements nationaux, tel que la Coalition le fait aux niveaux national et régional. Il est également important que les militants en faveur des droits des femmes puissent évaluer l'impact de leur travail. Mme. Musyimi-Ogana a réitéré l'engagement de la DFGD-UA au Protocole et a encouragé le Mouvement SOAWR à travailler en étroite collaboration avec la Direction. Elle a fait écho des sentiments de l'Ambassadeur Juma et de Mme. Teriba en exhortant la Coalition à profiter des moments clés y compris le Sommet de l'UA prévue pour janvier 2011. La réunion était généralement productive. Les membres du Mouvement SOAWR ont quitté la réunion après l'échange des expériences et des meilleures pratiques de l'année écoulée et la formulation d'un Plan d'action pour 2011 sur la base du Plan stratégique. Les Membres ont également entamé des discussions relatives à une stratégie médiatique, du suivi et évaluation ainsi que de la structure des coalitions nationales du Comité de pilotage. Ces discussions seront finalisées dans les mois à venir. Durant la réunion, Egalité maintenant a organisé un forum public et une réception au nom de la Coalition (la réception a été organisée en collaboration avec l'UA) pour commémorer le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Protocole. Les deux événements ont accordé une opportunité aux membres de la Coalition SOAWR pour vulgariser le Protocole et plaider en faveur de sa ratification et mise en œuvre universelles.



L'Amb. Juma prononce son allocution. Refilote Leduka (de l'Ambassade de Lesotho en Ethiopie) est assise à sa gauche



Photo de groupe, Atelier de revue et de programmation de la Coalition SOAWR.

Ci-dessous: Maria Magezi (AMwA) fait un exposé sur « SOAWR en action: succès nationaux » Composition du panel : de gauche à droite: Aline Nivyabandi (Collectif des Associations et ONG Féminines du Burundi), Shamillah Wilson, Maria Magezi, Matrine Chuulu (Women and Law in Southern Africa), Regina Mwanza (COVAW) et Hadeezah Haruna (Women's Rights Advancement and Protection Alternative).



- DANS LES MEDIAS -

Kenya – Egalité Maintenant a aidé Fahamu dans la compilation d'un numéro spécial de *Pambazuka News* commémorant le 5^{ème} anniversaire de l'entrée en vigueur du Protocole. Ce numéro inclut des articles rédigés par les membres du Mouvement SOAWR ainsi que par des avocats et des universitaires. Les articles présentent des réflexions sur le Protocole et la campagne de la Coalition SOAWR, en fournissant des analyses de l'état du Protocole au niveau national cinq ans depuis son entrée en vigueur, en portant une réflexion sur les enseignements tirés et la voie à suivre. Le numéro a été publié sur le site de *Pambazuka News* et est disponible à l'adresse: <http://www.pambazuka.org/en/issue/507>

Nigeria - Alliances for Africa (AFA) en collaboration avec la National Coalition for Affirmative Action (NCAA) ont réalisé une émission de radio interactive sous le thème de "la parité entre les sexes" sur la radio Metro FM 96.7 à Lagos les 5, 13 et 19 novembre et le 17 décembre. Grâce à cette émission d'une durée de 30 minutes AfA a popularisé la CEDEF et le Protocole et a présenté le projet de loi sur l'égalité des chances entre les sexes, qui cherche à intégrer certains aspects de ces instruments. Les sujets suivants étaient abordés, entre autres: la promotion de l'égalité, le genre et la discrimination positive, les droits de mariage et la famille, le genre et la citoyenneté, notamment la manière dont il influe sur la participation des femmes en politique et la violence domestique. AfA a insisté sur la nécessité d'appuyer l'adoption du projet de loi car il transpose des aspects de la CEDEF et du Protocole en loi nationale.

RAISING HER VOICE

WOLPNET ENTRE EN PARTENARIAT AVEC COCISWOL POUR LANCER LA CAMPAGNE 50-50 DES FEMMES RELATIVE AU PROTOCOLE DE L'UA

Le 13 octobre, Women of Liberia Peace Network (WOLPNET) a collaboré avec la Coalition des femmes de la société civile du Libéria (COCISWOL), une coalition composée de 45 organisations, pour lancer la Campagne 50-50 des femmes relative au Protocole de l'UA dans le district 3 du comté de Montserrado. L'événement visait à vulgariser le Protocole comme le seul instrument juridique régional au Libéria qui soit transposé en loi nationale et pouvant être utilisé comme cadre permettant de tenir le gouvernement responsable de respecter les dispositions et les engagements relatifs aux droits des femmes.

L'événement a rassemblé plus de 500 femmes, parmi lesquelles des militantes et des dirigeantes de femmes qui ont marché dans le Boulevard Tubman et dans les rues principales du district 3 portant des pancartes avec des messages visant à éduquer le public et à promouvoir l'Article 9 du Protocole sur le droit de participer à la vie politique et aux processus

décisionnels.

Un programme en plein air a eu lieu le même jour en la présence de différentes parties prenantes, notamment le sénateur principal du comté de Mary Land, l'Hon. John Balloute qui a officiellement lancé la Campagne 50-50 en faveur de la représentation des femmes selon le Protocole de l'UA.

Six Clubs 50-50 de femmes ont été créés dans les communautés du district 3 Montserrado, avec l'adhésion d'une cinquantaine de femmes en tant que symbole de l'égalité et de la commémoration de la quête d'une représentation égale. Lors des réunions de formalisation de chaque club, Una Thompson (WOLPNET) a donné un aperçu du Protocole et de la campagne du Mouvement SOAWR. Elle a également souligné l'importance du Protocole lors de la préparation des élections de 2011 et à la lumière du rejet du Projet de loi sur l'égalité entre les sexes.

Lors d'une retraite organisée le 26 novembre avec le Ministre du Genre et le personnel du Ministère, COCISWOL et Mano River Women Peace Network (MARWOPNET) ainsi que d'autres parties prenantes, la présidente Ellen Johnson-

Le projet « Raising her voice » (RHV) vise à promouvoir les droits et la capacité des femmes pauvres à s'impliquer de façon efficace dans la gouvernance à tous les niveaux à travers leur voix et un accroissement de leur influence et une responsabilité institutionnelle plus effective. Le programme utilise des stratégies incluant l'usage des media, la communication, le réseautage, les activités de lobbying et de plaider, la collaboration avec les institutions publiques et les fora de prise de décision, de capacitation des femmes et de renforcement des capacités des organisations de la société civile

Sirleaf a exprimé son soutien pour la participation et la représentation des femmes à 50 - 50 à tous les niveaux de la gouvernance au Libéria. En conséquence, le Ministre du Genre a reconnu le Protocole comme la force motrice et un outil pour exiger une représentation égale à travers la discrimination positive et autres législations nationales. Lors de la présentation du rapport de retraite, le Protocole est visé pour porter la campagne 50-50 aux législateurs en vue de la réintroduction du Projet de loi sur l'équité. La déclaration du Président manifestant son soutien et les stratégies de mobilisation menées par WOLPNET ont augmenté les chances d'un dialogue fructueux avec le Ministère en charge du genre sur une approche multisectorielle à la mise en œuvre du Protocole.

REUNION MONDIALE DE RAISING HER VOICE

Du 6 au 10 décembre, les membres du Mouvement SOAWR, à savoir Oxfam, Egalité maintenant, AMwA, Forum Mulher et WRAPA ont participé à une réunion mondiale d'apprentissage de RHV à Oxford aux côtés de partenaires du réseau RHV et du personnel d'Oxfam venu du Népal, du Honduras et d'Indonésie. Les objectifs de la réunion étaient les suivants: partager l'expérience des partenaires du réseau RHV sur la création de coalitions et alliances à tous les niveaux; améliorer la compréhension de la contribution des alliances à la réussite du programme; comprendre ce qui fonctionne bien et pourquoi, s'exprimer sur la connaissance des programmes en vue de la rédaction d'un guide sur "Comment faire" en matière du renforcement des coalitions relatives au genre et la gouvernance et également identifier les leçons applicables à partir de divers programmes. Les enseignements découlant de la réunion seront consolidés dans un petit manuel RHV intitulé «Comment travailler avec les alliances et les coalitions sur la gouvernance et les droits des femmes».

EGALITE MAINTENANT ORGANISE UN FORUM PUBLIC SUR LE PROTOCOLE

Le 24 novembre 2010, Egalité Maintenant a organisé un forum public intitulé "Insuffler la vie dans le Protocole de l'UA sur les droits de la femme en Afrique à la veille du 5^{ème} anniversaire de son entrée en vigueur" au nom de la Coalition SOAWR et dans le cadre de son projet RHV. Ce forum s'est tenu au cours de l'atelier annuel du Mouvement SOAWR de façon à offrir aux membres l'occasion de vulgariser le Protocole, de fournir des informations sur le travail de la Coalition, et de souligner l'importance d'aborder des questions souvent litigieuses telles que les mutilations génitales féminines (MGF) et les droits de santé de reproduction des femmes.

Le forum a connu la participation d'environ 90 personnes. Un extrait du documentaire de Paula Heredia produit par Egalité maintenant et intitulé : « Africa Rising: The Grassroots Movement to End Female Genital Mutilation », a été projeté ainsi que le documentaire réalisé par AMwA avec le soutien de FEMNET et d'autres organisations sur Caravane de la Santé maternelle en Afrique de l'Est et le film du Mouvement SOAWR. Les projections ont été suivies par une Table Ronde animée par Irungu Houghton (Oxfam) avec Hannah Forster (ACDHRS), Alexandriah Muhanji (FIDA-Kenya), Maria Magezi (AMwA), et Sylvia Namale (Eastern African Sub-Regional Support Initiative for the Advancement of Women [EASSI]) comme panélistes. Les panélistes ont souligné le travail de la Coalition SOAWR ainsi que les progrès et les défis liés à la promotion du Protocole. Lors de la discussion plénière qui a suivi, les membres du public ont mis en évidence, entre autres, la nécessité de lutter contre le patriarcat, l'examen de la nécessité de protéger les défenseurs des droits des



En haut: De gauche à droite: Hannah Forster, Irungu Houghton, Alexandriah Muhanji, Maria Magezi, et Sylvia Namale.
En bas, à gauche: Projection de *Africa Rising*.
En bas, à droite: Projection du documentaire sur la Caravane.



femmes; l'importance d'examiner ce que nous avons appris de la part des pays qui ont ratifié le Protocole, la nécessité pour les individus de prendre le leadership sur ces questions, le problème du manque de volonté politique et la nécessité pour les hommes de s'impliquer davantage. Dans leurs observations finales, les panélistes et le modérateur ont souligné la nécessité d'actions concrètes par les gouvernements, les OSC et les individus dans la promotion des droits des femmes, en particulier dans le cadre de la Décennie de la femme africaine.

BULLETIN DE LA MOUVEMENT DE SOLIDARITE POUR LES DROITS DES FEMMES AFRICAINES

FEMNET ORGANISE UN FORUM DES ONG AVANT LE LANCEMENT DE LA DÉCENNIE DE LA FEMME AFRICAINE

FEMNET, au nom de la Coalition SOAWR, a organisé le Forum des ONG précédant le Lancement continental de la Décennie de la femme africaine. En organisant ce forum, qui s'est tenu à Nairobi le 10 octobre, FEMNET visait à assurer une large participation et la contribution des femmes africaines au lancement, en particulier celles de la base. FEMNET a réussi à faire lever les frais d'inscription pour le lancement, ce qui a supprimé un obstacle majeur à la participation de nombreuses femmes de la base venues des quatre coins du continent. Ainsi, FEMNET a facilité la participation de 252 femmes au forum dans le but d'amplifier la sensibilisation sur la Décennie de la femme africaine comme opportunité pour accélérer la mise en œuvre des engagements de l'UA et mondiaux sur les droits des femmes et pour préparer la déclaration des ONG qui lancent un appel pour la ratification universelle du Protocole d'ici 2013, entre autres

recommandations. Plusieurs recommandations des OSC ont été reprises dans le rapport des experts et la Déclaration de Nairobi, notamment l'accent sur le rôle important que jouent les femmes de la base dans le développement national et l'engagement à soutenir la mise à l'échelle de ces initiatives.



Participants au Forum des ONG

FEMNET LANCE UNE EXPOSITION PHOTOS SUR LA SANTE MATERNELLE



Le 17 novembre FEMNET a lancé une exposition de photos sur la Caravane de l'Afrique de l'est sur la santé maternelle, en collaboration avec le ministère kenyan de la santé publique et de l'assainissement, ABANTU pour le Développement et la Campagne du Millénaire. L'exposition s'est tenue jusqu'au 28 novembre. L'exposition a été pré-lancée au Kenya lors du lancement national de la Campagne pour la réduction accélérée de la mortalité maternelle en Afrique (CARMMA) le 9 novembre à la demande du ministère de la Santé publique et de l'assainissement. En partenariat avec Akina Mama wa Afrika (AMWA), FEMNET a diffusé le documentaire sur la caravane pendant le forum public SOAWR le 24 novembre.

L'exposition visait à sensibiliser et à inciter un débat sur les questions autour de la mortalité maternelle en Afrique de l'Est, notamment le droit à la santé sexuelle et de reproduction, en faveur des différentes parties prenantes pour qu'elles puissent défendre et revendiquer les droits prévus dans le Protocole. Environ 600 personnes, y compris des étudiants en médecine, des représentants des OSC, les médias et

les représentants du gouvernement, ont visité l'exposition lors du lancement de la CARMMA et l'exposition publique. (De plus amples informations sur la Caravane sont disponibles à l'adresse: <http://eacaravan2010.wordpress.com/>)

WLSA CONVOQUE DES RÉUNIONS DE SENSIBILISATION

Le 27 Octobre et 10 Novembre, Women and Law in Southern Africa (WLSA) a organisé des réunions de sensibilisation sur le Protocole dans les communautés rurales de Kapiri Mposhi en Zambie et Choma, en mettant l'accent sur l'article 14 relatif aux droits de la santé sexuelle et de reproduction. WLSA a également produit une fiche d'information et un document d'orientation sur les avortements non médicalisés en Zambie. Grâce à ces activités, WLSA a pu accroître les connaissances en matière des droits à la santé sexuelle et de reproduction. Les femmes et les filles ont eu le sentiment qu'elles n'ont pas besoin de permission pour se procurer des contraceptifs et que la loi autorise l'avortement sans risques.

LES FEMMES RURALES PARTICIPENT AU LANCEMENT DE LA DFA

Étant donné que le thème du Lancement continental de la Décennie de la femme africaine (DFA) 2010-2020 était "Approche locale de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes", Egalité maintenant a reconnu la nécessité de l'implication des femmes de la base à cet événement afin que points de vue et recommandations soient inclus dans les documents clés. Ainsi, Egalité maintenant, au nom de la Coalition SOAWR, a facilité la participation de cinq femmes rurales qui sont venues de leurs pays respectifs pour



Les femmes rurales au Forum des ONG. De gauche à droite: Rebecca Sabri, Thérèse Mukandoli, Agnès Lusamba, Dinaless Msomba et Sophia Nthenda.

participer aux activités du lancement. En collaboration avec un membre du Mouvement SOAWR, l'ONG-Gender Network Coordination (NGOCCN), ainsi que d'autres organisation

telles que Hagaruka, le Centre for Indigenous Knowledge and Organizational Development, et le Comité National Femme et Développement, Egalité maintenant a réussi à prendre en charge la participation de Thérèse Mukandoli (Rwanda), Agnès Lusamba (RDC), Sophia Nthenda (Malawi), Msomba Dinaless (Malawi) et Rebecca Sabri (Ghana). Entre les 10 et 15 octobre, les femmes ont participé au Forum des ONG et à divers événements parallèles des ONG tels que la Table ronde sur la Résolution 1325 et une session intitulée "Face à face avec la femme rurale", outre les ouvertures des réunions des experts et ministérielles et le lancement officiel.

Les femmes rurales ont exprimé l'espoir qu'au cours de la Décennie, les gouvernements allaient donner une suite à des engagements relatifs à l'égalité entre les sexes et œuvrer activement pour mettre fin à la violence contre les femmes et favoriser l'autonomisation des femmes dans les zones rurales.



Les femmes rurales et Brenda Kombo (Egalité maintenant) au lancement de la Décennie

BULLETIN DE LA MOUVEMENT DE SOLIDARITE POUR LES DROITS DES FEMMES AFRICAINES

SOAWR CO-ORGANISE UNE RÉCEPTION AVEC L'UA



Le 25 Novembre, Egalité Maintenant, au nom de la coalition SOAWR et en partenariat avec l'UA, a co-organisé, une réception pour célébrer le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Protocole et la ratification récente du Kenya. Plus de 70 personnes dont des représentants de l'UA, du gouvernement du Kenya, des missions diplomatiques africaines, de la société civile, des bailleurs de fonds et des médias ont participé à la réception. L'invité d'honneur était le Ministre du Genre, des enfants et du développement social, l'hon. Dr Naomi Shaban, qui était représenté par le Secrétaire permanent (PS), le Dr James Nyikal, en raison d'un engagement au Parlement. La soirée a été présidée par Hannah Forster, Directrice exécutive du Centre africain pour les études de la démocratie et des droits de l'homme (ACDHRS) et membre de SOAWR. Dans ses remarques préliminaires, Faiza Mohamed (Egalité maintenant) et Mary Wandia (Oxfam), a parlé de l'importance du Protocole pour faire avancer les droits des femmes sur le continent. Mahmane Dra, le conseiller d'ambassade du Mali à Addis-Abeba et membre du Conseil de la paix et de la sécurité a félicité les pays qui avaient ratifié le Protocole et a invité ceux qui ne l'ont

pas encore fait à déposer leurs instruments de ratification. Il a reconnu le travail du Mouvement SOAWR en faveur de la ratification et la mise en œuvre du Protocole et a invité la Coalition à poursuivre son travail et de croire qu'avec la collaboration, le travail nécessaire peut être fait. Litha Musyimi-Ogana, directrice de la DFGD-UA, a prononcé un discours au nom du Président de la Commission de l'UA, M. Jean Ping, qui n'a pas pu participer en raison d'un engagement en Egypte. Elle a félicité la Coalition pour son travail et a mis l'accent sur la continuation du partenariat

A droite: Litha Musyimi-Ogana (DFGD-UA) fait une allocution au nom du Président de l'UA



entre la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Coalition SOAWR en ce qui concerne la réalisation des droits des femmes.

Le Secrétaire Permanent, le Dr James Nyikal, a prononcé le discours liminaire. Faisant allusion à la ratification récente du Kenya, il a indiqué que le gouvernement «attendait le moment opportun» pour ratifier le Protocole. Il a félicité la Coalition SOAWR pour son travail et a exhorté la Coalition à continuer de plaider en faveur de la ratification. M. Nyikal a également parlé des progrès que le Kenya avait fait dans le domaine des droits des femmes, y compris la promulgation de la Constitution la plus

progressiste dans le monde, la création de diverses institutions (telles que la Commission sur le genre), et l'intégration du genre dans tous les ministères. Il a également cité les avancées dans la scolarisation des enfants et de la jeune fille ainsi que les progrès réalisés dans le domaine de la féminisation du genre. Il a exhorté en même temps les hommes et les femmes à être impliqués dans la promotion de l'égalité entre les sexes.

Les membres du Mouvement SOAWR présents ont profité de l'occasion pour faire pression sur les représentants des corps diplomatiques en faveur de la ratification du Protocole. L'ambassadeur du Soudan au Kenya, et le Premier secrétaire de l'Algérie, ont exprimé leur engagement à veiller à ce que leurs pays ratifient le Protocole. Les représentants du gouvernement du Kenya se sont également engagés à continuer de promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les sexes.



A gauche: Le Secrétaire Permanent auprès du Ministère du genre, enfants et développement social, le Dr. James Nyikal prononce le discours liminaire.

FEMNET REPRESENTE LA COALITION SOAWR DANS LA CAMPAGNE DE L'UNITÉ

FEMNET représente la Coalition SOAWR au Comité de pilotage de la campagne « Tous unis en Afrique pour mettre fin à la violence contre les femmes ». La campagne a été lancée en janvier 2010, en marge du 14^{ème} Sommet de l'UA. Depuis lors, des documents ont été élaborés et diffusés largement en cinq langues africaines. Un secrétariat a été créé à Addis-Abeba pour coordonner les activités de la campagne. Le Secrétariat a contacté toutes les communautés économiques régionales au cours des neuf derniers mois pour obtenir leur engagement à intégrer la campagne dans leurs plans et également de désigner une personne de haut niveau pour être un représentant au Comité de pilotage régional. FEMNET a fait connaître la Campagne de l'Unité par le biais de plusieurs réunions sous-régionales sur la Décennie de la Femme Africaine. Lors de la réunion tenue en Afrique

centrale, tenue en mai et la réunion de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique tenue à Dar-es-Salaam, les participants ont été initiés à la campagne. En Afrique centrale, FEMNET a exhorté l'UNIFEM à travailler avec les organisations féminines et les mécanismes relatifs au genre pour lancer la Campagne lors du lancement national de la Décennie de la Femme en Afrique

Le Comité régional s'est réuni le 6 au 8 décembre à Addis-Abeba et a examiné un projet de stratégie de communication et les messages clés de la campagne. Les membres ont également examiné les moyens possibles de mobiliser les ressources nécessaires pour mettre la stratégie de communication en œuvre.

La Plateforme électronique **Say NO – UniTE** dénombre et met en exergue des actions visant à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles à travers un site Web interactif, www.saynotoviolence.org

MISE À JOUR SUR LA SANTÉ MATERNELLE EN OUGANDA APRÈS LA CARAVANE PAR AMWA

Au cours de la Caravane de l'Afrique de l'Est sur la santé maternelle, des centaines de signatures ont été recueillies sur deux grandes pétitions, exhortant les Chefs d'États présents au 15^{ème} Sommet de l'UA à Kampala à *Agir maintenant* afin d'accorder la priorité à la santé des femmes et sauver la vie aux femmes.

Immédiatement après la Caravane de l'Afrique de l'Est et le Sommet de l'UA en juillet 2010, le Comité des services sociaux au sein du Parlement ougandais a fait une tournée nationale pour évaluer les progrès du gouvernement dans la prestation des services de santé, notamment la santé de reproduction. Cette démarche a été prise en réponse au tollé public concernant l'état des établissements de santé dans le pays.

EXTRAITS DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE PRÉPARÉ PAR FEMNET (6/12/2010) – LES RÉPRESENTANTS DES ORGANISATIONS DE FEMMES AFRICAINES RENCONTRENT MME. BACHELET

Le Réseau de Développement et de Communications de la Femme Africaine (FEMNET), en collaboration avec un large éventail d'organisations de femmes africaines, des militants et des membres du Forum féministe africain (AFF), se sont réunies pour un entretien avec Mme Bachelet, la Sous-secrétaire-générale des Nations Unies pour les femmes, le 26 novembre dans le but d'entamer une conversation concernant la vision des Nations Unies pour les femmes. [Les membres de la Coalition SOAWR] FEMNET et le Fonds de développement des femmes africaines (AWDF), avec le soutien de l'Urgent Action Fund - Afrique, a facilité la participation d'une délégation de haut niveau de dirigeantes africaines à New York pour rencontrer le nouveau chef de l'ONU-Femmes. FEMNET est une organisation servant de point focal pour l'Afrique au sein du réseau de la Campagne Gender Equality Architecture Reform (GEAR). La délégation des dirigeantes africaines était composée, entre autres, du Dr. Thelma Awori, présidente, Isis-WICCE, le Dr Hilda Tadria présidente, AWDF, Mme Ticky Monekosso, trésorière, Femmes Africa Solidarité, Mme Imane Belghiti, Association Nationale AL HIDN (statut consultatif auprès de l'ECOSOC, l'ONU) la campagne GEAR, Point focal Afrique du Nord / Membre du Conseil, FEMNET, et Mme Norah Matovu Winyi, Directrice exécutive, FEMNET.

Mme Bachelet a mentionné que l'équipe chargée de politiques au sein l'ONU-femmes allait faire des efforts délibérés pour développer de nouveaux arguments convaincants pour appuyer l'autonomisation des femmes et les programmes en faveur de l'égalité entre les sexes (WEGE). Mme Bachelet a déclaré qu'elle considérait la rencontre avec les dirigeantes d'Afrique comme un très bon début pour un partenariat qui sera bénéfique pour son travail et celui de l'ONU-femmes. Elle a salué la contribution des femmes africaines et celle de différentes organisations et a confirmé l'intérêt qu'un engagement continu au cours de l'évolution de l'ONU-Femmes.

Au cours de la réunion, les dirigeantes africaines ont mis en exergue la nécessité pour l'ONU-femmes de disposer de mécanismes clairs permettant un engagement continu avec les organisations de femmes africaines basées et œuvrant dans le continent car elles ont une expérience de première main dans le domaine de l'organisation autour des droits des femmes et autres questions de développement à différents niveaux. La délégation a promis d'assurer le suivi avec les représentants des 10 pays africains qui sont membres du Conseil exécutif de l'ONU-

femmes pour les encourager à se mettre en rapport avec les organisations de femmes africaines afin de tenir des consultations sur la meilleure façon de construire une ONU-femmes solide et capable de soutenir leur action dans ce domaine.



Les représentants des organisations de femmes africaines avec Mme. Bachelet.

LES MEMBRES DE LA COALITION SOAWR PARTICIPENT AU FORUM DE L'UNIFEM

Les membres du Mouvement SOAWR, à savoir African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS), Akina Mama wa Afrika (AMWA), Alliances pour l'Afrique, le Fonds de développement des femmes africaines (AWDF), Egalité maintenant, le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET), et Oxfam ont participé au Forum de consultation et de planification en matière des droits de la femme et l'Union africaine organisée par le Bureau de liaison de l'UNIFEM auprès de l'UA et de la CEA les 2 et 3 décembre à Addis-Abeba, Ethiopie. Le forum a offert une occasion aux organisations des droits des femmes et aux réseaux de travail aux niveaux sous-régional et régional pour examiner les réalisations, les stratégies et les défis en matière de plaidoyer en faveur des droits des femmes au cours de l'année écoulée; améliorer leur connaissance du cadre institutionnel de l'UA et des opportunités d'engagement, mener une planification stratégique à l'échelle régionale, définir les rôles et établir la responsabilité réciproques entre elles en vue de faciliter le plaidoyer continu. Les membres du Mouvement SOAWR ont échangé sur les activités ayant permis d'impliquer l'UA au cours de l'année écoulée, en soulignant les défis et les leçons apprises. Les participants ont fixé des objectifs pour 2011 en se concentrant sur le thème de la Décennie de la Femme Africaine, à savoir «la santé, la mortalité maternelle et le VIH / SIDA».

OXFAM ET FAHAMU PARTICIPENT AU SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SECURITE ORGANISÉE PAR ACCORD ET L'UA

Oxfam a accordé un appui technique pour l'organisation du "Séminaire de haut niveau sur les femmes, la paix et la sécurité" organisé par African Centre for Constructive Resolution of Disputes (ACCORD) et l'Union africaine à Durban, Afrique du Sud, du 8 au 9 octobre. Le séminaire a réuni des praticiens, des universitaires et des décideurs de l'Afrique et au-delà sous le thème "1325 en 2020-UN REGARD EN AVANT, UN REGARD EN ARRIÈRE". L'objectif du séminaire était d'examiner les progrès accomplis depuis l'adoption de la Résolution 1325 en 2000, avec un accent sur une participation accrue des femmes à la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Les participants au séminaire ont élaboré une feuille de route pour la réalisation des dispositions de la Résolution 1325 en Afrique d'ici 2020. OXFAM et Fahamu ont facilité la participation d'une délégation de femmes travaillant sur les questions relatives aux femmes et aux conflits venues de la RDC, du Burundi et du Soudan. Les membres de la délégation ont fait des exposés sur la participation des femmes aux négociations de paix dans leurs pays respectifs.



IAC ORGANISE UN ATELIER SOUS-RÉGIONAL DE MOBILISATION DE LA JEUNESSE

Du 23 au 26 novembre, le siège du Comité interafricain contre les pratiques néfastes (IAC) a organisé un atelier sous-régional de mobilisation des jeunes à Kampala, en Ouganda. Trente jeunes personnes issues de l'Éthiopie, du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda ont participé à cet atelier. Le thème de l'atelier était «Permettre aux jeunes d'accélérer l'éradication des MGF». L'objectif, qui a été atteint, était de renforcer davantage les capacités des jeunes sur une approche de l'élimination des MGF fondée sur les droits en utilisant principalement le Protocole, la Déclaration solennelle de l'UA sur l'égalité entre les sexes en Afrique et la législation nationale le cas échéant.

**SOLIDARITY FOR
AFRICAN WOMEN'S RIGHTS**

A force for freedom

SOAWR Secretariat
c/o Equality Now
P.O. Box 2018-00200
Nairobi, Kenya

Téléphone: +254-20-2719832

Fax: +254-20-2719868

E-mail: info@soawr.org; www.soawr.org



**MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ
POUR LES DROITS
DES FEMMES AFRICAINES**

Une force pour la liberté

Le Mouvement de solidarité pour les droits des femmes africaines (SOAWR) est une coalition de 37 organisations de la société civile qui travaille, dans l'ensemble du continent, pour que le Protocole de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique continue à figurer à l'agenda des décideurs politiques, ainsi que pour exhorter l'ensemble des leaders africains à protéger les droits des femmes par la ratification et la mise en œuvre du Protocole.

Membres de la Coalition

African Center for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS), African Women's Development and Communication Network (FEMNET), African Women's Development Fund (AWDF), Akina Mama wa Afrika (AMWA), Alliance for Africa, Association des Juristes Maliennes (AJM), BAOBAB for Women's Human Rights, Le Collectif des Associations et ONGs Féminines de Burundi (CAFOB), Cellule de Coordination sur les Pratiques Traditionnelles Affectant la Santé des Femmes et des Enfants (CPTAFE), Centre for Justice Studies and Innovation (CJSI), Coalition on Violence Against Women (COVAW), Eastern Africa Sub-regional Support Initiative (EASSI), Equality Now, Fahamu Networks for Social Justice, Federation of Women Lawyers (FIDA) Kenya, Forum Mulher, Girl Child Network, Human Rights Law Service (HURILAWS), Legal and Human Rights Centre (LHRC), NGO Gender Coordination Network, Oxfam GB, People Opposing Women's Abuse (POWA), Sister Namibia, Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa (SIHA), The Inter-African Committee on Harmful Traditional Practices (IAC), The Inter-African Network for Women, Media, Gender Equity and Development (FAMEDEV), Tomorrow's Child Initiative, Uganda Women's Network (UWONET), Union Nationale des Femmes de Djibouti (UNFD), University of Pretoria Centre for Human Rights, Voix de Femmes, Women and Law in Southern Africa (WLSA), Women Direct, Women in Law and Development in Africa (WILDAF), Women of Liberia Peace Network (WOLFPNET), Women NGOs Secretariat of Liberia (WONGOSOL), Women's Rights Advancement and Protection Alternative (WRAPA)

Etat du Protocole	En octobre 2009	En octobre 2010
Total des signatures	45	46
Total des ratifications	27	29

Etats Parties au Protocole

Angola, Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, les Comores, Djibouti, République Démocratique du Congo, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Afrique du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe

**LES MEMBRES DE LA COALITION
SOAWR IMPLIQUENT LE PPA**

Oxfam et Egalité Maintenant ont accordé un appui technique pour faciliter la participation des membres de la Coalition SOAWR à la Conférence des femmes du Parlement panafricain (PPA) qui s'est tenue à Midrand, Afrique du Sud, du 8 au 9 octobre. En août, Oxfam avait obtenu un rendez-vous aux fins de présenter un document d'information sur le Protocole lors de la Réunion du Caucus des femmes du PPA. Les membres de la Coalition SOAWR FEMNET et People Opposing Women Abuse (POWA) ont fait cette présentation et, avec Oxfam dans le rôle de leader ; les organisations ont fait la demande d'un espace pour une présentation durant la conférence d'octobre. Un créneau a été accordé à la Coalition et les membres de Sister Namibia, Women and Law in Southern Africa (WLSA), Akina Mama wa Afrika (AMWA) et POWA ont assisté à la conférence et ont fait un exposé mettant en exergue le rôle et les stratégies que les membres du PPA peuvent utiliser pour s'assurer de la mise en œuvre du Protocole. Les membres de SOAWR ont également exercé des pressions individuelles sur les députés de l'Ouganda, du Malawi, de la RDC, de la Zambie, du Rwanda et du Mozambique en rapport avec ces questions. Les députés du PPA sont conscients du Protocole et reconnaissent le fait qu'il doit être mis en œuvre pour améliorer la condition des femmes. Ils se sont engagés à travailler sur la mise en œuvre la ratification aux niveaux régional et national.

**SOAWR MEMBERS CO-ORGANIZE ROUNDTABLE ON
UN RESOLUTION 1325**

Lors du lancement de la Décennie de la femme africaine, Oxfam, Femmes Africa Solidarité, le Bureau de liaison de l'UNIFEM auprès de l'UA, ACCORD, Urgent Action Fund-Africa, ISIS WICCE, YWCA, Nairobi Peace Initiative-Africa, Fahamu, FEMNET, et Egalité Maintenant (au nom de la Coalition SOAWR) ont collaboré avec le Conseil de la paix et la Direction de la sécurité et la DFGD dans l'organisation d'une table ronde sur la Résolution 1325. La table ronde a accordé une occasion aux femmes du Kenya, du Soudan, du Tchad, du Rwanda, du Libéria et de la RDC travaillant sur et affectées par le conflit pour partager leurs expériences sur la résolution 1325 et élaborer des stratégies pouvant être utilisées dans la mise en œuvre accélérée de l' Résolution au cours de la Décennie de la femme africaine. Oxfam a pris l'initiative d'organiser la Table ronde dans le cadre de ses efforts et ceux de la Coalition SOAWR pour élargir la participation des femmes aux questions de la paix et la sécurité telles que développées non seulement dans la Résolution 1325, mais également dans le Protocole, dont les dispositions incluent le droit à la paix et la protection des femmes pendant les conflits.

**L'ASSOCIATION DE
JURISTES MALIENNES
ORGANISE UN FORUM
SUR LE PROTOCOLE**

Le 3 décembre 2010, l'Association de Juristes Maliennes (AJM) a organisé un forum avec des femmes du camp militaire de Bamako sous le thème du Protocole. Les objectifs du forum étaient de sensibiliser les femmes sur les droits de l'homme et en particulier les droits des femmes telles qu'elles sont précisées dans le Protocole. Soixante-neuf femmes ont participé au forum.

**FEMNET ORGANISE UN DEBAT
SUR LE PROTOCOLE A L'AIDE
DE L'EMISSION RADIO-
PHONIQUE « CROSSROADS »**

FEMNET, coorganisateur du Festival kenyan du genre, a réalisé un débat sur le Protocole le 26 novembre, à l'aide de l'émission radiophonique intitulée « Crossroads ». L'objectif de cette discussion était de sensibiliser les dirigeants locaux du Kenya sur le Protocole, y compris les défenseurs des droits de l'homme. Trente leaders locaux ont reçu des copies du Protocole en anglais et en swahili et se sont engagés à vulgariser le Protocole au sein de leurs différentes circonscriptions à leur retour.